

Directeur de la publication : Paul-Marie Coûteaux
Secrétaires de rédaction : Huguette Livernault, Luc-André Marsac

É D I T O R I A L

NOTRE PRIORITÉ

Le S.I.E.L a été fondé voici plus de huit mois avec une intention nettement politique, dans le sens le plus courant de ce terme ; ce n'est pas, contrairement au RIF, un cercle de réflexion. Dans notre esprit, il n'est donc pas nécessaire de créer un corpus programmatique précis, duquel découlent, selon les circonstances de l'application du triptyque qui doit être notre constante référence :

- La Souveraineté, (Souveraineté de l'Etat à l'intérieur, Souveraineté de la Nation vis-à-vis de l'extérieur, Souveraineté et pérennité de la civilisation française, y compris dans ses fondements chrétiens) ;
- La légitimité populaire, et le rétablissement dans la lettre et l'esprit de la Constitution de la V^{ème} République -notamment par l'extension de la pratique référendaire ;
- L'autonomie absolue du Politique, au seul service de l'intérêt supérieur de la France, dans la fidélité à son histoire quinze fois séculaire.

« Tout ce qui élève unit » disait Péguy : c'est à partir de ces Principes que nous avons entrepris de contribuer à la constitution d'une grande force nationale et populaire qui, en incluant une partie de l'UMP,

parviendrait à combattre l'hégémonie culturelle et politique de la gauche dite « plurielle », qui est, elle, électoralement unie, cela lui permettant d'avoir à tous les niveaux de l'action publique une pratique majoritaire dont l'irréalisme et les fixités idéologiques mènent progressivement la France à la ruine. (Nous renvoyons ici aux termes de l'éditorial de la Lettre n° 1 du S.I.E.L qui explique longuement le choix que nous avons fait d'unir les droites).

Cette ligne de conduite trace assez clairement notre priorité et donc l'action quotidienne qui doit être celle de nos responsables et militants. Loin de proposer un programme de gouvernement précis, qui de toute façon est élaboré avec Marine Le Pen, notre partenaire dans le cadre du Rassemblement Bleu Marine et par conséquent, loin de s'estimer tenus à publier des prises de position sur des questions passagères, le S.I.E.L et ses membres ont pour mission première de rechercher, établir et entretenir autour d'eux des relations avec toutes les composantes de la droite, à condition bien entendu qu'elles ne soient pas opposées à la souveraineté nationale et populaire. La première mission de chacun d'entre nous est de prendre des

SOMMAIRE

EDITORIAL	1
<i>par Paul-Marie Coûteaux et Karim Ouchikh</i>	
DERNIERES NOUVELLES DES CABRIS	3
TRIBUNES LIBRES	4
<i>Honneur aux soixante-dix par Jacques Sapir</i>	
<i>Hu'mæurs politiques par Gustave Raichin</i>	
CULTURE, HISTOIRE, MEMOIRE	7
<i>Vilnius 1812 par Karim Ouchikh</i>	
NOTE DE LECTURE	9
<i>L'insurrection par Maurice Livernault</i>	
AGENDA	10
<i>Dourdan Réunion patriotique</i>	

contacts, selon sa profession, son département, ses affinités, ou ses antécédents politiques, avec les militants, cadres et élus, des partis avec lesquels nous entendons préparer « l'union des patriotes » : les souverainistes du MPF et du RPF, tout d'abord ; mais aussi ceux de DLR, dont nous réitérons à son Président notre soutien dans ses efforts en faveur du « dialogue conditionnel » avec Marine Le Pen –et donc notre souhait qu'il ne se laisse pas impressionner par les remous que suscite cette orientation au sein de son mouvement. Nous n'en devons pas moins nous adresser aujourd'hui en priorité aux cadres ou élus de l'UMP, dont une notable partie, qui certes n'ose guère s'exprimer et est peu relayée par son état-major, n'est pas hostile à des alliances électorales avec les souverainistes et nationaux déjà rassemblés lors des dernières présidentielles derrière Marine Le Pen.

Comme chacun le sait, les élections municipales fourniront dans quinze mois l'occasion parfaite d'un tel reclassement, qui dans un premier temps ne sera certainement que ponctuel. Il n'en reste pas moins que depuis quelques mois, des personnalités de l'UMP ont été nombreuses à brandir l'étendard de l'union : on l'a vu dans le Sud-est où la porosité entre le FN et l'UMP est de plus en plus manifeste ; d'anciens députés UMP tiennent des propos nouveaux sur la nécessité de conclure des alliances « à droite », propos repris *mezzo voce* par des parlementaires en exercice, et, il y a quelques jours, de façon particulièrement courageuse par le sénateur Jean-Louis Masson. On voit aussi des élus locaux (par exemple dans les Hauts de Seine) et des responsables (par exemple en Seine et Marne), prôner sans barguigner l'alliance des droites et recevoir aussitôt un écho certain. Il est significatif qu'un des candidats à la présidence de l'UMP, M. Philippe Herlin, fixe en tête de son programme le dialogue avec Marine Le Pen ; comme il est significatif que des membres de l'UMP rejoignent le S.I.E.L, comme l'a fait ce mois-ci M. Philippe Martel, qui fut longtemps chef de cabinet d'Alain Juppé et membre du Conseil National du RPR. Significatif enfin que ni M. Copé ni même M. Fillon n'osent désormais prôner le fameux « Front républicain » qui entendit trente ans durant unir les partis du Système contre les nationaux. Tout cela incline à croire que le second tour des municipales pourrait réserver de nombreuses surprises.

C'est dans cette perspective que les membres du S.I.E.L doivent inscrire leurs actions. Certes, il n'est pas toujours facile d'entretenir des liens étroits et réguliers avec les partis que nous venons d'énumérer, mais c'est là notre mission et nul n'est mieux placé que les membres du S.I.E.L, dont certains viennent du MPF, d'autres de DLR, d'autres de l'AF, d'autres du RPR ou de l'UMP pour la remplir. Si ce travail de relations publiques est ingrat, car il nous faut suivre de près les évolutions de nos éventuels partenaires –en saisissant par exemple l'occasion de réunions publiques, telles celles qui sont organisées dans le cadre de la course à la présidence de l'UMP. Nous sommes persuadés que les nombreux chocs que subit et subira la France entraîneront nécessairement une refonte de l'opposition au gouvernement socialo-européo-libertaire, et que la France retrouvera un bloc national d'un type nouveau : on voit que si notre effort s'apparente au travail des fourmis, il n'en revêt pas moins une dimension historique.

Un dernier mot, enfin : comme nous l'avons dit à plusieurs reprises, il ne faut pas céder à la réunionite et nous cantonner à des rencontres nationales qui exonèrent trop souvent de l'action : c'est pourquoi le fonctionnement du S.I.E.L sera délibérément décentralisé. Ce travail de chacun, là où il se trouve et peut agir, doit d'abord nous permettre de réussir au début du printemps prochain nos journées de Dourdan, et ensuite nous permettre de jouer tout notre rôle lors des municipales de mars 2014, où chaque militant du S.I.E.L devra être le levain de la lourde pâte de l'Union des patriotes.

Paul-Marie Coûteaux
Président fondateur

Karim Ouchikh
Président exécutif

DERNIERES NOUVELLES DES CABRIS

Une nouvelle prophétique : l'UE fissurée !

Une partie du bâtiment abritant le parlement européen à Bruxelles a été fermée, *sine die*, après la découverte de fissures dans trois des vingt et une poutres en bois surplombant l'hémicycle. Le président du Parlement, le socialiste allemand Martin Schulz, le vice-président chargé des bâtiments et le secrétaire général ont décidé de fermer temporairement une partie de l'édifice abritant le parlement européen, "*dans l'intérêt du personnel y travaillant*", tout en soulignant que les activités parlementaires (sic !) ne seront pas affectées par cet incident. Tout cela finira en ruines, qui seront recouvertes peu à peu par la forêt vierge, ou la forêt noire...

Démission d'un Kommissaire pour corruption

Le kommissaire européen chargé de la consommation et de la santé, le Maltais John Dalli, a été contraint de démissionner de ses fonctions, après sa mise en cause dans une enquête de l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) dans une affaire de tentative de corruption et de trafic d'influence. L'OLAF a agi à la suite d'une plainte d'une entreprise suédoise, Swedish Match, qui dénonçait le fait qu'un entrepreneur maltais l'avait approchée en faisant valoir ses contacts avec M. Dalli.

Mais c'est l'ensemble du système européen qui est sclérosé, et la corruption règne à tous les étages, dans Bruxelles infiltrée par les "lobbies" ...

Multiplication des conflits d'intérêt !

Pas moins de quatre agences européennes sont actuellement dans le collimateur de la Cour des comptes européenne, qui vient de publier un rapport très critique sur leur gestion. Il s'agit de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), l'Agence européenne de la sécurité aérienne (EASA), l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) et l'Agence européenne du médicament (EMA).

Ces conflits d'intérêt auraient conduit à « *des évaluations discutables* » et ce manque de transparence a peut-être, en particulier, pesé sur les décisions d'autorisation d'OGM.

Zone euro : turbulences et réticences

Le premier Ministre (social-démocrate) slovaque se montre de plus en plus circonspect sur la capacité de la Grèce à honorer ses engagements et à rester dans la zone euro. "*Si la Grèce est incapable de remplir ses obligations, il faudra une sortie coordonnée*". Il estime qu'une "*sortie incontrôlée*" serait préjudiciable à son pays. La Slovaquie, pays plus pauvre que la Grèce, est membre de la zone euro depuis 2009 et a refusé de participer aux fonds de sauvetage de la Grèce.

Le premier ministre (libéral conservateur) de la Finlande (où le sauvetage de l'euro est le thème central de la campagne électorale) exige, également, plus de garanties, et conditionne la participation de son pays.

Pour sa part, le premier ministre (conservateur) britannique, David Cameron, a promis un référendum sur les relations avec l'UE ... en 2015 !

Toujours plus !!!

En écho à la volonté des oligarchies bruxelloise de tout fédéraliser, le chef de l'Office de Lutte Anti Fraudes, Giovanni Kessler, demande à la Kommission de publier des réglementations pour la création d'une équipe de procureurs européens en juin 2013 estimant que "*l'approche nationale, face à une criminalité de plus en plus transnationale n'est pas satisfaisante*"

La Serbie tient tête à Bruxelles, grand bien lui en fasse !

Le président Tomislav Nikolic, a déclaré, le 14 octobre, que la Serbie renoncerait à rejoindre l'Union Européenne si la Commission exigeait d'elle la reconnaissance officielle du Kosovo, martelant que "*nous ne changerons pas notre position sur notre province méridionale*". Courageuse et salutaire position !

Honneur aux soixante-dix !

Soixante-dix députés ont osé voter contre le TSCG.

Soixante-dix sur cinq cent soixante-huit votants, c'est peu.

Soixante-dix contre quatre cent soixante-dix-sept qui ont voté pour, c'est peu.

Mais soixante-dix qui, venant de tous les horizons politiques, ont osé se dresser contre les consignes d'état-major, contre l'intense pression médiatique, contre le conformisme, contre les petits calculs politiques, contre la lâcheté servile, cela en vérité fait beaucoup.

Ce Traité sur la Solidarité, la Coordination et la Gouvernance, contient trois mensonges dans la même expression.

Quelle solidarité d'abord, dans un traité qui condamne l'Europe à l'austérité et à la récession ? C'est en fait la solidarité de la matraque avec le bâton, comme l'expérimentent les manifestants qui, d'Athènes à Madrid en passant par Lisbonne, se sont levés contre la misère qui leur est imposée.

Quelle coordination quand on sait qu'il n'y a de coordination qu'entre des agents libres, sinon c'est à une autorité hiérarchique que l'on a affaire, et qu'il n'y a dans ce traité qu'asservissement à des agences dites indépendantes ? Ce Traité organise en fait le dépérissement de la démocratie en Europe avec la fin de l'autorité suprême des Parlements nationaux en matière budgétaire. Or, il faut s'en souvenir, c'est par le consentement à l'impôt que commence la démocratie.

Quelle gouvernance enfin dans un Traité qui est en fait inapplicable et qui n'a pas d'autres fonctions que d'être violé à peine signé ? Est-ce ainsi que l'on croit créer une « bonne gouvernance » dans les mots dont on se gargarise à Bruxelles et ailleurs ?

Trouvera-t-on ces mots excessifs ? Que l'on regarde alors le rapport du Fond Monétaire International, le *World Economic Outlook* d'octobre 2012¹ qui explique bien la marche à la misère entamée au nom d'une austérité qui n'a donc pour but que de sauver un fétiche : l'Euro. Que l'on regarde ce rapport, qui reste prudent dans ses projections, mais qui n'en établit pas moins que la majorité des pays ne pourront respecter les clauses de ce traité qui vient d'être ratifié. Que l'on regarde la note commune à trois instituts (l'INSEE, l'IFO et l'ISTAT) sur la récession dans la zone Euro². Que l'on regarde enfin les rapports de l'UNICEF qui établissent la montée de la dénutrition et du manque de soin chez les enfants grecs³. Je pense avoir, par ailleurs, montré dans de nombreux textes, tous les effets pervers de ce traité⁴.

Mais de cela, les thuriféraires du TSCG, les sectateurs de l'Euro, n'en ont cure. Même l'appel des économistes hétérodoxes, avec lequel j'avais des désaccords suffisamment importants pour ne pouvoir le signer, a été scandaleusement censuré par *Le Monde*⁵. Il était dit que pour faire passer cette amère pilule, on ne reculerait devant aucune bassesse, devant aucune ignominie.

Le TSCG nous a donné l'exemple éclatant du cynisme en politique, quand un candidat à l'élection présidentielle se prononce pour sa réécriture et s'empresse, une fois élu, de le faire voter. Ce n'est pas le codicille sur la croissance, malheureux engagement de 140 milliards d'euros étalé sur trois ans, une aumône, qui peut en changer la nature. Même ses amis politiques le reconnaissent aujourd'hui publiquement. Ce Traité ne fut pas renégocié, et d'ailleurs jamais n'a-t-on cherché à s'en donner les moyens. C'est ainsi que l'on détruit la démocratie.

Le mensonge électoral nourrit la colère et produit le mépris pour une classe politique qui affiche sa solidarité profonde contre le peuple. Bientôt montera le vieux cri de l'anti-parlementarisme : « tous pourris » ! On dira, c'est le populisme qui monte. Et l'on se trompera, car ce sera alors la stricte vérité.

Oui, le fétichisme de l'Euro, car c'est bien de cela qu'il s'agit, la transformation imaginaire d'un instrument en une fin en soi, et la volonté de pouvoir de ses grands prêtres nous condamnent à un appauvrissement généralisé, à une montée du chômage et, à la fin des fins, comme en Grèce et en Espagne, à la destruction de nos sociétés.

Alors, si dire la vérité vaut que l'on soit taxé d'être excessif, je veux bien être excessif. Car aujourd'hui, la raison et l'intelligence vomissent les tièdes.

Honneur donc à ces soixante-dix députés ! Ils ont eu le bon réflexe et ils ont raisonné de manière juste, en refusant d'accorder leurs suffrages à ce texte inique. Qu'importe leurs raisons circonstancielles, qu'importe d'où ils viennent et à quel parti ils appartiennent ! Quand il s'agit de résister, on ne mégote pas sur ses alliés.

Il y a soixante-douze ans de cela, le 10 juillet 1940, quatre-vingts parlementaires, députés et sénateurs (57 députés et 23 sénateurs) refusèrent d'accorder les pleins pouvoirs constituants à Philippe Pétain. Le vote de l'écrasante majorité mit fin à la République, et institua un régime de fait et non de droit. Le vote de ces quatre-vingts minoritaires fut, avec l'appel du 18 juin, le deuxième acte fondateur de la France Libre, préparant la résurrection de la République défunte.

Ce rappel est aujourd'hui nécessaire.

Puissent les soixante-dix députés qui ont refusé de voter être rejoints par autant de sénateurs que possible. Puissent-ils voir leur nombre croître quand ce texte viendra en seconde lecture.

Les canons furent, par le passé, *l'ultime raison* des rois.

Les traités sont aujourd'hui *l'ultime raison* des élites oligarchiques.

Qu'ils se rappellent que *l'ultime raison* des peuples reste le pavé.

Jacques Sapir

Directeur d'études à l'EHESS

[1] IMF / FMI, « IMF Sees Heightened Risks Sapping Slower Global Recovery », Economic Outlook, 9 octobre 2012, URL: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/survey/so/2012/res100812a.htm>

[2] Association des trois Instituts Économiques Européens, *La zone Euro en récession*, www.ifo.de, www.insee.fr, www.istat.it

[3] URL : <http://greece.greekreporter.com/2012/04/04/unicef-report-children-in-greece-2012-reveals-dissapointing-data/>

[4] Voir mon carnet <http://russeurope.hypotheses.org/>

[5] Jacques Sapir, "Sur le TSCG", *Russe Europe. Le Carnet de Jacques Sapir sur la Russie et l'Europe* (Hypotheses.org), 23 septembre 2012.

[En ligne] <http://russeurope.hypotheses.org/133>



HU'MŒURS

En impliquant l'honneur de la République française et de sa police pour le 51^e anniversaire de la répression de la manifestation parisienne du FLN, le 17 octobre 1961, le chef de l'Etat n'a pas dérogé à l'obsession de la gauche – socialiste ou communiste – de réécrire l'Histoire à sa façon.

Ainsi donc, une armée de brutes sanguinaires à la solde du préfet de police Papon – tout est dit – se serait jetée féroce sur un pacifique cortège de travailleurs maghrébins, précédé de femmes et d'enfants attestant de la bénignité de la manifestation. Dans la mêlée qui s'est ensuivie, un nombre incalculable de meurtres par matraquage ou par noyade aurait été perpétré par des sbires sans foi ni loi, mus par leur racisme bestial...

Mais enfin, de qui se moque-t-on par cette réécriture éhontée de la réalité ? Les plus anciens d'entre nous se rappellent qu'à l'époque, le FLN algérien (Front de Libération Nationale), soutenu par une partie du monde arabe et des pays communistes - ces parangons de liberté et de démocratie – avait décidé de porter son combat indépendantiste sur le territoire métropolitain, multipliant les attentats contre les policiers et les mitraillages de commissariats ou de véhicules au point qu'une centaine de représentants des forces de l'ordre seront tués ou blessés (22 morts), de janvier à octobre 1961, faisant monter dans la police un sentiment d'exaspération certain mais contenu par la haute tenue éthique des personnels et de leur commandement.

Par ailleurs, le FLN imposait aux Algériens présents en métropole : travailleurs, commerçants, voire prostituées, un lourd impôt révolutionnaire et des pénalités diverses au nom de la lutte de libération. Craignant légitimement pour leur vie et celle de leurs familles, ces proies faciles ne pouvaient qu'obéir aux injonctions politiques des agents infiltrés de la rébellion (servis par

l'infâme communauté française des *porteurs de valises*). Lorsque tous ces « héros » décidèrent de montrer leur supposée force à l'opinion métropolitaine, ils organisèrent une manifestation géante – une trentaine de milliers de personnes, dit-on - selon un dispositif toujours en vigueur dans les contestations arabes : une masse de marcheurs « neutres », infiltrée d'agents provocateurs et protégée par un bouclier humain de femmes et d'enfants. L'opération devait avoir lieu de nuit pour protester contre le couvre-feu imposé en vue de mettre un frein aux nombreux règlements de compte nocturnes. La Préfecture estimait ne devoir mobiliser que peu d'effectifs : 1658 hommes au total « à peine plus que pour un monôme du bac » (cf. note). Toutefois, au moment de la dispersion, vers le boulevard Saint-Michel, des incidents éclatèrent dont l'obscurité ne permit pas de donner une description incontestable. Ce n'est qu'à l'aube qu'un bilan put être dressé et c'est à ce moment que s'affrontèrent classiquement les chiffres de la police et ceux des manifestants, (leurs soutiens plus exactement, de gauche bien sûr...).

Un ouvrage de M. Jean-Luc Einaudi donne une liste de 246 noms, dont la date de décès est connue mais antérieure au 17 octobre pour 141 d'entre eux. Pour un autre historien, Jean-Paul Brunet, 57 personnes sont décédées les 17 et 18 octobre. On est donc loin du « massacre » dont on parle encore aujourd'hui et qui traduit, par l'exploitation de ces chiffres incertains « un mythe forgé pour les besoins d'une cause militante bien incertaine » (*Brunet dixit*) . Qu'importe, pour la gauche passée et présente, *la messe est dite* et la « police de Papon » s'est conduite comme ces « colonnes infernales » qui ravagèrent la Vendée aux plus noirs moments de la Terreur (pardonnez-moi ce rapprochement qui m'est venu tout seul et qu'on évoque bien peu chez nos belles âmes de gauche).

Bref. De sa proclamation anniversaire de ce tragique 17 octobre, qu'attend M. Hollande ? Un peu plus de haine envers leur pays de naissance ou d'adoption de la part des « jeunes issus de l'immigration » ? Il y a quelques mois, le peuple français ne lui a-t-il pas confié la mission de faire de la France un pays pacifié en dépit des errements de ses prédécesseurs et des convulsions d'un monde malade ? Veut-il pousser la repentance envers l'Algérie à un niveau de bassesse insoutenable devant la seule comparaison entre l'état actuel du pays et celui dans lequel lui fut donnée son indépendance, après plus de cent trente années de gestion française ? Le prochain voyage officiel en Algérie nous prouvera sans doute que l'on n'a pas encore atteint le fond de la veulerie politique...

Que cherche donc M. Hollande en ravivant des plaies encore vives dans l'âme française ? On ne sait pas... Le sait-il lui-même ? Lorsqu'un électorat poussé à l'hystérie contre son prédécesseur lui a confié le pouvoir, on le donnait pour inexpérimenté : c'est un moindre mal car tout s'apprend, même la gestion d'un agenda présidentiel.

En revanche, ce qui manquera toujours à l'homme d'Etat qu'il aspire à être, c'est la Sagesse qui l'aurait distingué du commun de son camp.

Gustave Raichin

Note : Sur l'aspect historique de l'événement, on lira avec profit la notice de Wikipedia : http://fr.wikipedia.org/wiki/Massacre_du_17_octobre_1961 et son imposante bibliographie.

Vilnius 1812

Vilnius, octobre 2001. Des engins de terrassement exhument quantité d'ossements humains en œuvrant à la réalisation d'un parking souterrain. Avec cette découverte fortuite, d'aucuns s'interrogent aussitôt : est-on en présence d'un charnier récent qui aurait été enfoui clandestinement dans les entrailles de la capitale de la Lituanie ? L'hypothèse d'une exécution massive d'individus, imputable aux crimes du régime soviétique ou aux exactions des forces allemandes, qui avaient occupé un temps ce territoire durant le Seconde Guerre mondiale, est rapidement écartée. Des boutons, des pièces de monnaie, des fragments d'uniformes et d'équipements en cuir, caractéristiques du Premier Empire français, sont retrouvés en grand nombre à proximité des squelettes de sorte que pour les équipes d'archéologues qui furent aussitôt dépêchées sur place, aucun doute ne fut permis : ces ossements ne pouvaient qu'appartenir aux dépouilles des soldats de la Grande Armée, disparus en 1812 durant l'épouvantable retraite de Russie.

*

Vilnius, été 1812. Dans la chaleur étouffante de la ville lituanienne, les soldats de la Grande Armée renforcent activement les fortifications de cette place-forte stratégique à laquelle Napoléon entend assigner un rôle considérable : celui d'une base arrière venant au soutien d'un puissant dispositif militaire qui doit conduire les armées françaises aux portes de Moscou, avant le début de l'hiver, au terme d'une offensive menée à marche forcée. Les préparatifs vont bon train : des fossés sont creusés, des entrepôts sont bâtis, des hôpitaux sortent de terre.

Quelques semaines auparavant, l'empereur avait franchi le Niémen, envahissant soudainement le territoire russe, à la tête de l'armée des « Vingt Nations », forte de près de 700.000 hommes, dont la moitié seulement était composée de soldats de nationalité française. La paix de Tilsitt, signée en 1807 entre Napoléon et le tsar Alexandre I^{er} n'avait guère dissipé le sentiment de défiance réciproque qui empoisonnait de longue date les relations franco-russes. La levée par la Russie, en ce début d'année 1812, du blocus continental mis en place par Napoléon en 1806 pour étrangler économiquement l'Angleterre, précipite le contentieux larvé et offre à l'empereur des Français, alors à l'apogée de sa puissance, l'occasion de lancer ses armées contre la seule puissance continentale qui lui résistait jusqu'alors.

Fin juillet, les troupes napoléoniennes reprennent leur marche. Malgré la fatigue et les privations sans nombre, elles progressent très vite face à un ennemi insaisissable qui refuse des semaines durant le combat frontal, tout en pratiquant l'efficace politique de la « terre brûlée ». Défait lors de la bataille de la Moskowa, le 7 septembre 1812, le tsar Alexandre I^{er} renonce prudemment à défendre Moscou. Le 14 septembre, Napoléon investit les lieux, largement désertés par ses habitants, mais au lendemain de l'entrée victorieuse des forces françaises, la ville est incendiée par les Russes. L'insécurité règne alors partout dans une ville en proie aux pillages, où l'armée de Napoléon ne peut, en pareilles circonstances, prendre avec sûreté ses quartiers d'hivers. A la mi-octobre l'empereur est contraint de quitter Moscou et de rebrousser chemin dans la précipitation. La retraite de Russie commence.

L'armée française marche péniblement en direction du nord, en reprenant l'itinéraire qu'elle avait emprunté vaillamment quelques mois auparavant. Harcelé de toutes parts par les Cosaques du général Koutouzov, ralenti par des chariots chargés de lourds butins, affaibli par les désertions massives, le gigantesque convoi peine à avancer en ce territoire hostile, subissant au surplus les rudes assauts d'un hiver précoce qui s'annonce particulièrement rigoureux. Les 26 et 27 novembre, le gros des troupes françaises parvient à franchir la Bérézina au prix de pertes considérables. En ligne de mire, Vilnius, siège d'une forte garnison française, où chaque soldat espère trouver refuge et reconstituer ses forces avant de regagner la France. Mais c'est sans compter sur les ravages foudroyants causés par les infections virales et le froid glacial, qui atteint alors des températures avoisinant les -30° C, décimant pareillement les rangs d'une armée qui n'est plus que l'ombre d'elle-même.

Début décembre, les rescapés atteignent enfin Vilnius et s'y engouffrent, affamés et en guenilles, dans un désordre indescriptible : dispersés, indisciplinés, échappant totalement à l'autorité de leurs officiers, les soldats tentent de se loger à la hâte, dans les monastères ou dans les maisons de particuliers, en se frayant avec difficultés un chemin dans des rues encombrées par les voitures et les attelages. Les soldats malchanceux qui ne parviennent pas à trouver refuge dans les maisons, où s'entassent pêle-mêle les blessés comme les hommes valides, tombent de fatigue et meurent instantanément de froid. Parmi ces infortunés,

certain croient pouvoir en réchapper en s'abritant dans les fossés qui ceinturent la ville : victimes d'une cruelle ironie du destin, ils ne feront que se précipiter inconsciemment vers leurs propres sépultures qu'ils avaient aménagées de leurs mains quelques mois plus tôt !

Prévenu d'une tentative de coup d'Etat, l'empereur quitte la ville le 5 décembre pour gagner précipitamment Paris. Le commandement de l'armée est confié au Maréchal Murat qui organise la résistance face à un ennemi qui est désormais aux portes de la ville. Le 8 décembre, la consternation est à son comble parmi les soldats démoralisés lorsque, à son tour, le roi de Naples quitte Vilnius avec, dans son sillage, les quelques troupes qui demeurent encore valides. Les soldats blessés, atteints par la maladie ou ceux qui restent cloués au sol, pareillement immobilisés par l'épuisement, la faim ou le froid, sont abandonnés à leur terrible sort. Les 11 et 12 décembre, les troupes du redouté Koutousov s'emparent d'une ville en plein chaos, incapable de résister militairement : décimée, exsangue, l'armée française n'avait plus à opposer au général russe que des combattants à l'agonie. Après la prise de la ville, craignant les épidémies, les russes utiliseront des semaines durant les fossés aménagés six mois plus tôt par les soldats de Napoléon pour y enfouir par milliers les dépouilles des victimes françaises mortes durant les hostilités. Avec la reconquête de Vilnius par les troupes du tsar Alexandre I^{er}, qui y fit une entrée triomphale le 22 décembre, la bataille venait de s'achever sur le front russe sur une incroyable débâcle française.

Au lendemain d'une funeste campagne de Russie à laquelle ne survivra qu'un sixième des effectifs de la Grande Armée, la donne diplomatique n'est plus la même en Europe. Au plan militaire, le rapport de forces s'inverse rapidement au bénéfice des puissances européennes jusqu'alors soumises à la domination française. S'émancipant d'une tutelle napoléonienne dont le crédit militaire venait subitement de s'évanouir, les Autrichiens, les Prussiens, les Russes, les Suédois, habilement soutenus par les Anglais, s'unissent en une formidable coalition qui remportera en octobre 1813 une victoire décisive à Leipzig contre les troupes napoléoniennes, avant que celle-ci ne se décide de porter le fer sur le sol français un an plus tard.

En décembre 1812, entre 30.000 à 40.000 soldats de la Grande Armée devaient périr à Vilnius et dans ses environs, victimes moins du combat des armes que des rigueurs du froid ou de la maladie. D'après les investigations scientifiques pratiquées sur les ossements découverts en 2001, la plupart de ces militaires, de constitution robuste, ayant déjà vécu dans leurs chairs les affres anciens des champs de batailles, n'avait pas vingt-cinq ans. Certains objets trouvés au contact des squelettes ont même permis de déterminer que nombre de ces jeunes soldats appartenaient à des unités composant la prestigieuse garde de l'empereur Napoléon.

Le 1^{er} juin 2003, les restes de quelques 3.000 soldats de la Grande Armée ont été inhumés solennellement à Vilnius, dans l'enceinte du célèbre cimetière militaire d'Antakalnis réservé aux grands personnages du pays, lors d'une cérémonie officielle organisée conjointement par le gouvernement lituanien et l'ambassade de France. Un monument commémoratif, financé par la France et conçu par les Litvaniens, fut dévoilé à l'occasion de cette cérémonie. Les mots suivants y sont sobrement gravés : « *Ici reposent les restes des soldats des Vingt Nations qui composaient la Grande Armée de l'empereur Napoléon I^{er} morts à Vilnius au retour de la campagne de Russie en décembre 1812* ».

Français, Italiens, Allemands, Polonais, Litvaniens, incorporés de gré ou de force à la Grande Armée de Napoléon, ils furent des centaines de milliers de soldats à participer en 1812 à une folle entreprise militaire qui commença sous les auspices prometteurs de la victoire pour se terminer sous le sceau prévisible de la tragédie. Deux siècles exactement après l'effroyable retraite de Russie, l'auteur de ces lignes entend ici rendre hommage à la mémoire de ces combattants héroïques qui, pour l'immense majorité d'entre eux, - sans doute si peu conscients de participer alors à une expédition aventureuse dont nous dénonçons chaque jour les innombrables exemples contemporains - accomplirent leur devoir dans la douleur en servant loyalement sous le drapeau français.

Karim Ouchikh

NOTE DE LECTURE

L'insurrection

Le fabuleux destin de l'Europe à l'aube de l'an de grâce 2022

Pierre LEVY

Editions « Le temps des cerises »

Ce récit, à la fois cocasse et tragiquement prémonitoire, n'échappe pas toujours au risque de systématisation, écueil à éviter lorsque l'on aborde l'anticipation, même, comme c'est ici le cas, quand nous sommes projetés dans un futur relativement proche.

En effet, l'imagination fertile et militante de l'auteur, alimentée par une connaissance approfondie et fortement critique des délires présents de l'Union Européenne, nous transporte en 2022, c'est-à-dire demain ; car il y a dix ans, c'était hier, et l'imposition de l'euro, monnaie dite unique et assurément inique, symbole du malheur et de la misère pour les peuples, et qui bénéficia alors d'un mouvement de curiosité compréhensible et éphémère, tant nos concitoyens s'expriment encore souvent en francs et en leurs centimes, quand ce n'est pas par le truchement de ces expressions imagées qui définissent dans le langage populaire les numéraires élevés qui les font rêver.

Nous voilà donc propulsés en 2022 ; la France, morcelée, amputée de ses anciennes régions minées par le séparatisme, -concept désormais à révéler et à propager – est devenue une entité membre de l'agglomérat européen ; elle est totalement livrée à ce qui était prévisible, la combinaison d'une marchandisation généralisée de tous les rouages de la société avec le pouvoir totalitaire de l'idéologie droit-de-l'homme, celle-ci étant parvenue au point suprême de sa déliquescence.

Comme les élections n'intéressaient plus personne, tant leur résultat était connu d'avance, elles ont été remplacées par des sondages. Le droit d'ingérence dans les affaires d'autrui, initié à la fin du siècle passé lors de l'agression de la Serbie par un histrion français, (dont l'auteur de la présente chronique croit savoir qu'il disparut en 2019, au terme de souffrances amplement méritées) est devenu un inépuisable dogme, car la nouvelle union participe activement à la chasse aux états dits voyous, et qui ont l'incroyable indécence de rester encore rétifs aux bienfaits incontestés de la gouvernance mondiale.

Les institutions parasitaires se sont multipliées ; toute une terminologie rébarbative a été créée, à tel point que l'auteur a dû inclure à la fin de l'ouvrage un glossaire répertoriant et explicitant les sigles dont elles sont affublées.

L'environnement est déifié et les pratiques liées à sa dévotion ont atteint le comble du grotesque. Les protagonistes domestiqués qui interviennent au cours de la narration portent des prénoms piochés dans les séries télévisées d'outre-Atlantique et sont les caricatures achevées des sinistres gnomes que nous voyons aujourd'hui s'agiter inlassablement.

Toute tentative de référence à l'ancienne patrie est bannie et réprimée. La chasse aux nostalgiques de la nation indépendante est ouverte en permanence.

Il est cependant étonnant que tout au long de cette envolée imaginaire, l'auteur ne fasse pas mention de ce qu'il sera advenu de l'émigration incontrôlée et de la pénétration islamique, fléaux utilisés sans vergogne par les pouvoirs passés pour dissoudre plus aisément l'ancien Etat-nation dans le magma européen.

Dans une excellente postface, Jean Bricmont stigmatise sans ménagement l'écrasante responsabilité endossée par les défuntes forces de gauche, souvent divisées mais coalisées pour le pire, dans le processus qui a conduit à la situation délétère décrite par Pierre Lévy. En effet, c'est dès 1983 qu'elles commencèrent à abandonner sournoisement les idées et les thèmes qui étaient à l'origine de leur naissance et de leur existence, et qui restaient encore vivaces, pour se recroqueviller sur des considérations secondaires et souvent insignifiantes, dites morales. Leur

attribuant une importance démesurée, elles devaient ainsi se dessaisir en quelques années de l'essentiel des prérogatives nationales en faveur de la technocratie européenne.

Mais rien n'est jamais perdu. L'auteur clôt son exploration dans le temps sur une note d'espoir car, comme on le chantait naguère : « La Commune n'est pas morte, nom de Dieu, la Commune n'est pas morte... »

Maurice Livernault



A G E N D A

FORUM NATIONAL DES DROITES

Club Belambra « Le Normont » 36 avenue d'Orléans 91140 Dourdan

En raison du calendrier politique du moment, dont notamment l'élection à la présidence de l'UMP de novembre prochain qui a conduit certaines des personnalités pressenties de cette formation politique à se désister dernièrement de leur participation à l'Université de rentrée du SIEL, le Forum national des Droites qui devait se tenir à Dourdan du 5 au 7 octobre prochain, est reporté au printemps.



REUNION PATRIOTIQUE en Gironde le vendredi 2 novembre 2012 à partir de 19h30 :

PAUL-MARIE COÛTEAUX Président de SIEL (Souveraineté Indépendance Et Libertés)
et

FRANCOIS REGIS TAVEAU
Responsable régional S.I.E.L
Ancien Conseiller Régional

PHILIPPE BACONNET
Candidat aux législatives
du Rassemblement bleu Marine

FRANCIS FRATRÉ
Responsable FN
4ème circonscription

Vous invitent à un buffet campagnard au : Restaurant « **La Renardière** »
29 route du Petit Bois 33450 SAINT-SULPICE et CAMEYRAC



Radio Courtoisie (95,6 MHz)

LIBRE JOURNAL de la Nuit de Paul-Marie COÛTEAUX

Chaque **mercredi** de 21h30 à 23h - **Rediffusion** : le **vendredi** de 21h30 à 23h

" Les articles publiés n'engagent la responsabilité que de leurs auteurs. "
